

COMMUNE DE SAINT-CHAPTES
REGISTRE DES ARRÊTES MUNICIPAUX
ARRÊTE MUNICIPAL N° 133/2020

OBJET : ARRETE DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT

Le Maire de la commune de SAINT-CHAPTES ;
Vu le code de la voirie routière;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités, modifiée et complétée,
Vu le règlement général de voirie relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,
Vu l'état des lieux,
Vu la demande reçue le 15/07/2020 par la quelle Maitre Armelle PELLET notaire à Vétraz-Monthoux demande l'alignement des parcelles:

AB 30 et AB 31 commune de SAINT-CHAPTES

Correspondant à l'adresse :
« Sans numéro » Chemin de Moussac à Garigues 30190 ST CHAPTES

ARRÊTE

ART. I –ALIGNEMENT

L'alignement de la voie sus mentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la ligne matérialisant la limite fixée :

-Par le plan d'alignement approuvé le 05/08/2020 dont l'extrait est ci-annexé ;

ART. II – RESPONSABILITE :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ART. III –VALIDITE ET RENOUELEMENT DE L'ARRETE :

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas ou aucune modification des lieux interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

DIFFUSIONS

La commune pour attribution

Au bénéficiaire :Maître Armelle PELLET 19 route de Livron 74100 Vétraz-Monthoux
adrien.adam@notaires.fr

Fait à SAINT-CHAPTES, le 05 Août 2020.

AFFICHÉ LE

05 AOUT 2020

Le Maire,
Jean-Claude MAZAUDIER


Le Maire,


J.C. MAZAUDIER.

JUSQU'AU 05/08/2021

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au maire dans le délai de deux mois suivant la date de sa notification à l'intéressé et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans le délai de deux mois suivant soit la date de sa notification soit éventuellement, la date de rejet, tacite ou express, du recours gracieux.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité ci-dessus désignée.